

Adhoc du cep *Network*

N° 23 | 2024

4 novembre 2024

Harris contre Trump : L'élection présidentielle américaine et ses implications pour l'Union européenne

Eleonora Poli, Henning Vöpel, Victor Warhem



La pandémie de COVID-19, les guerres commerciales et les conflits régionaux ont laissé l'UE naviguer dans un paysage géopolitique changeant et dans une relation avec les États-Unis qui devient de plus en plus asymétrique. Pour l'Europe, les États-Unis représentent une bouée de sauvetage géopolitique dans un monde incertain. Pour les États-Unis, l'Europe est, au mieux, un allié bienvenu, mais trop faible pour être réellement utile à la défense de l'hégémonie mondiale américaine. À cet égard, que ce soit Harris ou Trump qui soit élu, l'UE doit continuer à faire avancer son propre programme politique et économique et à stimuler sa compétitivité pour éviter de devenir insignifiante. Si l'élection de Kamala Harris ne bouleverserait pas fondamentalement l'UE de la trajectoire récemment redéfinie par la Commission européenne dans ses lignes directrices et lettres de mission 2024-2029, ses politiques économiques pourraient nuire à la compétitivité de l'UE et même mettre en péril la stabilité fiscale mondiale. Trump pourrait certainement donner un élan aux voix nationalistes et aux partis populistes radicaux au sein de l'UE, sapant ainsi le processus européen d'intégration. En outre, l'adhésion de Trump au protectionnisme et à l'isolationnisme pourrait affecter les relations commerciales de l'UE avec les États-Unis, tout en laissant l'UE seule face au conflit ukrainien.

- ▶ L'Europe ne devrait pas faire dépendre son avenir du résultat de l'élection américaine, mais devrait remédier à son déficit de souveraineté par le biais d'alliances et de coopérations extérieures et en renforçant le marché intérieur, quel que soit le résultat du duel Harris-Trump.
- ▶ Comme le souligne le rapport Draghi, l'UE doit désormais se concentrer sur l'autosuffisance dans des secteurs critiques, notamment la technologie, l'énergie et la défense, dans le but d'accroître sa compétitivité économique sur le marché mondial et de renforcer sa résilience.
- ▶ Si le désengagement des États-Unis vis-à-vis de l'UE n'est pas nouveau et constitue une tendance croissante, l'UE doit continuer à travailler sur ses relations transatlantiques afin de renforcer la coopération transatlantique dans des domaines essentiels.

Contenu

1	Introduction.....	3
2	Relations économiques entre l'UE et les États-Unis après le 5 novembre 2024	3
2.1	L'effet Trump et la militarisation de l'économie américaine	3
2.2	Poursuite de la politique de Biden sous Harris, avec des surprises potentielles	4
3	L'alliance politique et militaire UE-USA après le 5 novembre 2024	5
3.1	L'ébranlement par Trump des questions politiques et de sécurité en Europe souligne la nécessité d'une stratégie "à l'épreuve de Trump"	5
3.2	L'engagement de Harris envers l'OTAN préservera l'équilibre et retardera le développement d'une puissante Union européenne de défense.	6
4	Impact de la politique américaine sur la politique européenne après le 5 novembre 2024	6
4.1	Le nationalisme européen à contre-courant	6
4.2	Sous Harris, la politique de l'UE est toujours menacée par un nationalisme généralisé	7
5	Que nous réserve l'avenir ?	8

1 Introduction

Les élections américaines approchent et l'Europe se prépare. Quatre ans après une bataille acharnée entre Biden et Trump, une autre élection très serrée est sur le point d'avoir lieu, cette fois entre Donald Trump et Kamala Harris. Dans ce contexte, les Européens s'interrogent sur l'impact d'une élection de Harris ou de Trump sur la relation transatlantique.

Il ne fait aucun doute que Harris, comme Trump, représenterait avant tout les intérêts américains, sans se soucier de l'Europe. Le risque particulier de Trump réside dans son imprévisibilité. En effet, il a le potentiel de diviser le jeu mondial, actuellement mené entre les États-Unis et la Chine, en de nombreux conflits plus petits et variables, bouleversant ainsi un ordre multilatéral déjà instable sur lequel l'UE s'appuie. Pourtant, son élection en tant que prochain président des États-Unis pourrait être un tournant moins important pour Bruxelles que beaucoup ne le pensent. Si Donald Trump peut revigorer les forces nationalistes en Europe et donner du poids à ceux qui pensent que l'UE ne devrait être guère plus qu'un marché intérieur, il est important de noter que ce n'est pas la première fois que l'UE doit faire face à Trump. Depuis 2016, lorsque Trump a été élu pour la première fois, le monde a connu des changements importants, notamment la pandémie de COVID-19, la régionalisation croissante du marché mondial, les guerres commerciales avec la Chine et les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient. Ces tendances ont amené l'UE à prendre pleinement conscience que, si les États-Unis restent une puissance mondiale en termes militaires et économiques, ils ne peuvent pas toujours apporter un soutien inconditionnel à leur partenaire transatlantique traditionnel. Si Kamala Harris est élue, elle adoptera probablement une approche plus traditionnelle à l'égard de l'UE, en se concentrant sur le commerce et la coopération politique pour contrer la Chine et la Russie. Cependant, bien que les relations entre les États-Unis et l'UE se soient améliorées au cours de la présidence de Joe Biden, il est évident que les intérêts géoéconomiques et stratégiques des États-Unis se situent en dehors de la bulle bruxelloise. Les questions de défense, les relations économiques et même l'équilibre politique seront donc bouleversés dans les prochaines années, que ce soit Harris ou Trump qui soit élu.

Dans cette optique, ce document étudie ce qu'une présidence Trump ou inversement une présidence Harris signifierait pour l'Union européenne, d'abord en ce qui concerne les affaires économiques (section 2), ensuite en ce qui concerne la défense (section 3), et enfin en ce qui concerne la politique (section 4).

2 Relations économiques entre l'UE et les États-Unis après le 5 novembre 2024

2.1 L'effet Trump et la militarisation de l'économie américaine

Trump considère l'UE davantage comme un marché pour les produits américains que comme un allié. Cette perspective pourrait conduire à des actions ciblées contre les pays qui ont des excédents commerciaux avec les États-Unis. Il est donc remarquable qu'en 2023, l'UE ait enregistré un excédent commercial de 208 milliards de dollars, derrière seulement quelques autres pays tels que la Chine, qui avait un excédent de 279 milliards de dollars. Au sein de l'UE, un regain d'isolationnisme américain sous Trump aurait un impact particulier sur l'Allemagne, qui a la plus grande relation commerciale avec les États-Unis et un excédent de 82 milliards de dollars, ainsi que la France (13 milliards de dollars) et

l'Italie (44 milliards de dollars).¹ Une éventuelle approche protectionniste de Trump ne devrait toutefois pas être une surprise. En août 2022, c'est le président Biden qui a annoncé la loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act - IRA), qui a fourni des subventions substantielles aux technologies vertes produites aux États-Unis.² À cet égard, l'IRA est un signal clair que les États-Unis ont l'intention de poursuivre leur flirt avec un style plus insulaire en matière de politique économique. En effet, au cours des dix dernières années, les États-Unis ont de plus en plus considéré leur économie comme faisant partie de leur propre sécurité nationale. Ainsi, stimuler son marché intérieur tout en empêchant l'avancée économique et technologique d'autres puissances, en particulier la Chine, est devenu central pour Trump au cours de son premier mandat, et l'on peut dire la même chose de Biden. Nul doute qu'une telle tendance se radicaliserait si Trump était réélu. En effet, la concurrence avec la Chine pour la domination des nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, est sans doute l'enjeu stratégique le plus important pour les États-Unis. Cette technologie deviendra un facteur géopolitique dans la guerre hybride du XXIe siècle et, sous Trump, l'implication d'acteurs privés tels qu'Elon Musk pourrait conduire à une dangereuse fusion entre le pouvoir néo-féodal de la sphère politique et celui de la sphère numérique. Par conséquent, alors que les vents du changement semblent soulever une tempête, l'UE devrait se préparer à "protéger" sa politique industrielle contre les imprévus et à renforcer sa capacité d'investissement dans l'innovation et le développement technologique.

2.2 La poursuite des politiques de M. Biden sous la présidence de Kamala Harris, avec des surprises potentielles

Il est peu probable que Kamala Harris ébranle les relations économiques entre l'UE et les États-Unis, qui ont été rétablies sous la présidence de Joe Biden. Depuis 2020, l'UE a généralement bénéficié du fait que les États-Unis sont un partenaire bienveillant en matière d'affaires économiques. Tout d'abord, le Conseil du commerce et de la technologie³ a permis la création d'une plateforme de discussion et de coopération dans de nombreux domaines technologiques clés, notamment l'IA, la 6G et les semi-conducteurs. Si cette plateforme est maintenue sous l'égide de Harris, elle pourrait prendre une autre dimension en facilitant l'introduction de normes technologiques communes dans ces domaines afin de contrebalancer l'influence des normes alternatives chinoises. Les normes communes sont le point de départ d'une intégration plus poussée en termes de marchés. Et, comme le suggère Letta dans son rapport, il n'est pas impossible que l'UE et les États-Unis parviennent à instaurer un libre-échange total et des normes communes pour les technologies critiques dans une sorte de "marché unique transatlantique".⁴

Néanmoins, si Kamala Harris devient présidente, elle sera également sous pression pour satisfaire les populations rurales qui ont souffert de la désindustrialisation malgré les politiques de Trump et Biden pour relancer ces régions. Comme Biden avec l'Inflation Reduction Act, elle pourrait être tentée d'utiliser de nouveaux instruments de politique industrielle pour attirer les investissements et les industries de l'UE, ou de fermer encore plus les marchés américains aux concurrents européens via des droits de douane, des subventions ou des réglementations. Cela risque toutefois de porter la dette américaine à des niveaux dangereux et de provoquer une nouvelle crise financière mondiale d'origine

¹ Voir les données de 2023 fournies par le [CENSUS](#)

² von Daniels, L. (2024). Économie et sécurité nationale : La politique économique étrangère des États-Unis sous Trump et Biden (n° 11/2024). Document de recherche SWP.

³ Commission européenne, [Conseil du commerce et de la technologie UE-USA](#).

⁴ Letta, E. (2024). [Bien plus qu'un marché](#), p. 142.

américaine, comme celles de 1929 et de 2008. Jusqu'à présent, le rôle du dollar américain en tant que principale monnaie de réserve internationale a permis à Washington de s'endetter davantage et de disposer du plus grand marché obligataire, au prix toutefois d'un déficit chronique de la balance des opérations courantes. Toutefois, une "dédollarisation" ciblée, menée par la Chine pour détrôner le dollar en tant que première monnaie mondiale, pourrait constituer un risque important pour la politique budgétaire expansionniste des États-Unis et pour la stabilité financière internationale.

3 L'alliance politique et militaire UE-USA après le 5 novembre 2024

3.1 Le bouleversement par Trump des questions politiques et de sécurité en Europe rend nécessaire une stratégie "à l'épreuve de Trump".

Une victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine pourrait déclencher une crise de la sécurité et des relations politiques entre les États-Unis et l'Europe. Trump a ouvertement remis en question le soutien continu des États-Unis à Kiev. Son mécontentement à l'égard de la structure actuelle de l'OTAN, selon laquelle les pays européens bénéficient d'une sécurité sans apporter de contributions adéquates, ajoute à la tension. Pour rester protégés par l'OTAN - une nécessité pour la plupart des Européens - les pays de l'UE pourraient devoir augmenter leurs dépenses militaires à hauteur de 2 % de leur PIB, comme le demande l'Alliance. Donald Trump a clairement indiqué que les États-Unis ne devraient plus avoir à supporter le fardeau financier de la protection de l'Europe, et rendre l'UE plus pertinente sur le plan politique n'est pas l'une de ses priorités.⁵ Le manque actuel d'unité politique de l'Europe entravera sa capacité à combler les lacunes laissées par un retrait du soutien des États-Unis à l'Ukraine. En outre, à mesure que les coûts de la guerre augmentent, si les États-Unis demandent l'arrêt immédiat de leur soutien à l'Ukraine, de nombreux dirigeants de l'UE pourraient se sentir obligés de suivre leur exemple. Si la défense européenne reste exclusivement du ressort des États membres et qu'aucune armée européenne n'est créée, l'UE sera encore plus dépendante des États-Unis et de l'OTAN.²

Enfin, d'un point de vue politique, si Trump remporte l'élection, il pourrait mettre sur la touche ses homologues américains traditionnels en Europe, à savoir l'Allemagne et la France, modifiant ainsi non seulement l'avenir des relations transatlantiques, mais aussi les valeurs européennes traditionnelles que sont la démocratie, le respect des institutions multilatérales et l'État de droit. En effet, ses principaux alliés au sein de l'UE pourraient être la Hongrie de Viktor Orbán et l'Italie de Giorgia Meloni, tandis que Macron et surtout Scholz pourraient être marginalisés. Néanmoins, la France et l'Allemagne sont des partenaires importants pour les États-Unis, et l'approche pragmatique de Trump en matière de conclusion d'accords garantit que Macron et Scholz trouveront un moyen de travailler avec Trump - dans le cas de Macron, une deuxième fois.

Dans l'ensemble, ce n'est certainement pas une bonne nouvelle pour les Européens qui aspirent à une Union européenne plus intégrée et politiquement pertinente. Lorsque Trump est devenu président en 2017, il a certainement défié l'UE, mais Bruxelles a été en mesure de répondre en conceptualisant l'autonomie stratégique européenne et en unissant les États membres sous la direction de facto de la chancelière allemande Angela Merkel, qui est devenue le visage mondialement accepté de l'UE. La

⁵ Poli, E. / Galletto, C. (2024). [The Shifting Sands of Europe : How Political Trends Might Reshape EU Unity Towards Ukraine \(Les sables mouvants de l'Europe : comment les tendances politiques pourraient remodeler l'unité de l'UE envers l'Ukraine\)](#). Voir aussi Sullivan, K. (2024). [Trump dit qu'il encouragerait la Russie à "faire ce qu'elle veut" à tout pays de l'OTAN qui ne paie pas assez](#). CNN Politics. Bateman, T. (2024). [Les alliés des États-Unis tentent de "protéger l'OTAN contre Trump" - mais est-ce possible ?](#) BBC.

confiance des citoyens du monde entier à l'égard d'Angela Merkel était relativement élevée, atteignant environ 77 %, et 54 % d'entre eux considéraient son influence sur l'Europe comme un facteur positif.⁶ Qu'on le veuille ou non, Angela Merkel n'est plus au pouvoir et le populisme, qui était déjà largement répandu en 2017, connaît aujourd'hui un succès sans précédent.

3.2 L'engagement de Harris envers l'OTAN préservera l'équilibre et retardera le développement d'une puissante Union européenne de défense.

Si Kamala Harris est élu, l'alliance militaire et politique entre l'UE et les États-Unis ne sera pas radicalement affectée. L'attention des États-Unis en matière de sécurité s'est certainement déplacée de l'Europe centrale (lorsque l'Union soviétique était le rival) vers la région indo-pacifique (maintenant que la Chine est le rival), et le bloc formé par la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord (CRINK) au sein du Sud global (très hétérogène) est maintenant celui auquel les États-Unis s'opposent le plus fermement. Ainsi, le "pivot vers l'Asie" qui a débuté avec Obama en 2011⁷ se poursuivra. Toutefois, Kamala Harris a clairement indiqué que l'OTAN est la plus grande alliance militaire de tous les temps⁸ et que les États-Unis n'abandonneront pas l'Ukraine sur le plan financier ou militaire.

Le maintien du statu quo en termes d'équilibre militaire entre les États-Unis et l'UE ralentira les ambitions de la nouvelle Commission européenne en matière de défense. En effet, pour la première fois, la Commission comprend un commissaire "défense et espace", Andrius Kubilius, qui espère constituer une réserve d'armes dans l'UE en cas de conflits de voisinage et déclencher d'énormes investissements dans la base industrielle et technologique de défense européenne, par le biais d'emprunts conjoints ou d'autres moyens.⁹ Si Kamala Harris est élu, les divisions européennes sur la politique de défense persisteront sans aucun doute.

4 Impact de la politique américaine sur la politique européenne après le 5 novembre 2024

4.1 Le nationalisme européen à contre-courant

Lorsque Trump est devenu président en 2017, l'Europe était déjà confrontée à la montée des partis populistes et des forces eurosceptiques et, comme l'ont montré les résultats des dernières élections du Parlement européen ainsi que des élections nationales, cette vague est loin d'être terminée. En fait, elle a évolué et sa portée s'est même accrue. Actuellement, ces partis représentent une proportion significative du Parlement européen. Le groupe des Patriotes pour l'Europe, dirigé par le Premier ministre hongrois Viktor Orban, est le troisième groupe du Parlement européen avec 84 sièges (11,7 % du total), suivi par le groupe des Conservateurs et Réformistes de Giorgia Meloni (78 sièges, 10,8 % du total). Enfin, l'Europe des nations souveraines menée par Alternative pour l'Allemagne dispose de 35 sièges, soit 2,5 % du total.¹⁰ Dans le même temps, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas et l'Autriche sont actuellement dirigés par des partis de droite eurosceptiques. En Bulgarie, les élections de fin octobre incluront le parti populiste de droite "There is Such a People (ITN)", qui vient de rejoindre le groupe ECR au Parlement européen. L'augmentation du pouvoir des populistes au sein des gouvernements

⁶ Centre de recherche Pew. (2021). [L'Allemagne et Angela Merkel sont très bien notées sur la scène internationale au cours de la dernière année du mandat de la chancière](#)

⁷ CFR. (2022). [Le pivot des États-Unis vers l'Asie et la grande stratégie américaine.](#)

⁸ Harris, K. (2024). [J'ai souvent dit que l'OTAN est la plus grande alliance militaire que le monde ait jamais connue.](#)

⁹ Financial Times. (2024) [Le commissaire européen à la défense demande des stocks de munitions obligatoires.](#)

¹⁰ [POLITICO Sondage des sondages - Résultats des élections européennes, sondages et actualités électorales - POLITICO](#)

nationaux pourrait en effet exercer une influence directe sur le Conseil européen ainsi que sur l'opinion publique concernant les questions européennes.

Néanmoins, comme le suggère Tocci, l'échec du Brexit à produire un résultat positif pour le Royaume-Uni signifie que les partis ne font plus pression pour sortir de l'Union européenne.¹¹ Au lieu de cela, une approche de "supermarché" à la Orbán se répand à l'égard de l'UE.¹² En d'autres termes, les partis populistes de droite considèrent que l'UE est bénéfique tant qu'elle sert les intérêts nationaux. Les Frères d'Italie, par exemple, ne s'opposent pas à une union des pays européens "chrétiens", mais prônent une Europe d'États-nations où les intérêts nationaux priment et où la coopération est développée sur une base sectorielle et uniquement en cas de besoin. De même, le Rassemblement National en France soutient une réduction de la participation de la France au budget de l'UE (2 milliards d'euros en moins chaque année)¹³ tout en étant prêt à développer une "Alliance européenne des nations"¹⁴ si le RN arrivait au pouvoir. En outre, il convient de rappeler qu'historiquement, le RN était favorable à la sortie de l'euro et de l'UE, bien que ces arguments aient été récemment abandonnés.¹⁵

Bien que ces groupes politiques aient déjà la capacité d'influencer l'agenda politique de l'UE, le principal défi auquel ils sont confrontés est leur manque d'unité, étant donné qu'ils ne votent pas toujours ensemble sur un certain nombre de questions.¹⁶ Néanmoins, une victoire de Trump pourrait agir comme un catalyseur permettant à leurs voix de saper la cohésion européenne et de bloquer potentiellement l'avancement des lois et des dispositions législatives de l'UE, en particulier l'Agenda vert. Étant donné le manque déjà évident de compétitivité sur le marché européen, comme le soulignent le rapport Draghi et les données économiques actuelles, la seule chance pour l'UE de rehausser son profil sur la scène mondiale est d'agir à l'unisson, sinon, dans un environnement mondial fragmenté, Trump pourrait s'appuyer sur ces dirigeants pour diviser et conquérir l'Europe.

4.2 Sous la direction de Harris, la politique européenne est toujours menacée par le nationalisme généralisé

Si Harris est élu, la dynamique politique interne actuelle de l'UE persistera puisque l'immigration et la sécurité resteront une préoccupation des Européens et continueront à alimenter le populisme d'extrême droite. Pendant ce temps, la Russie continuera à mener des campagnes d'astroturfing en ligne et à semer la division au sein des sociétés européennes, comme on l'a vu récemment en Moldavie.¹⁷

Néanmoins, la prochaine Commission européenne aura certainement moins de problèmes à imposer son nouvel agenda sur la lutte contre la désinformation si c'est Harris plutôt que Trump qui est le président américain. Harris n'essaiera certainement pas, par exemple, de renégocier les règles du Digital Services Act ou du Digital Markets Act qui affectent les modèles commerciaux des grandes entreprises technologiques américaines, alors que Trump a récemment affirmé qu'il agirait contre les

¹¹ Tocci, N. (2024). [La fin de l'UE telle que nous la connaissons ?](#)

¹² Poli, E. (2017). *Modello Orban : democrazia illiberale per combattere l'autocrazia di Bruxelles*, La Stampa, Origami.

¹³ Toute l'Europe. (2024). [Elections législatives 2024 : quel est le programme du Rassemblement national sur l'Europe ?](#)

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Le Monde. (2019). [Européennes : comment le Rassemblement national a abandonné l'idée du Frexit.](#)

¹⁶ Poli, E. / Galletto, C. (2024). [The Shifting Sands of Europe : How Political Trends Might Reshape EU Unity Towards Ukraine \(Les sables mouvants de l'Europe : comment les tendances politiques pourraient remodeler l'unité de l'UE envers l'Ukraine\)](#). Voir aussi Sullivan, K. (2024). [Trump dit qu'il encouragerait la Russie à "faire ce qu'elle veut" à tout pays de l'OTAN qui ne paie pas assez](#). CNN Politics. Bateman, T. (2024). [Les alliés des États-Unis tentent de "protéger l'OTAN contre Trump" - mais est-ce possible ?](#) BBC.

¹⁷ Politico (2024). [Bataille pour l'avenir de la Moldavie : La désinformation sexiste est l'arme secrète de la Russie.](#)

politiques pro-concurrentielles de l'UE¹⁸, tout en soutenant une "liberté d'expression" totale, y compris lorsque cela signifie diffuser de la désinformation comme le font les Russes. Kamala Harris sera un allié dans la lutte contre les forces populistes en ligne.

5 Que nous réserve l'avenir ?

Nous constatons donc que, bien que Harris et Trump puissent tous deux nuire à l'agenda et aux politiques de l'UE, un gouvernement Trump perturbera bien davantage les relations économiques, les alliances militaires, ainsi que la politique.

Comme la dernière fois, la crainte d'une nouvelle ère Trump a poussé les forces européennes traditionnelles à agir rapidement et à se préparer à une nouvelle vague de désengagement des États-Unis vis-à-vis de l'UE. Cela peut expliquer la rapidité avec laquelle les hauts postes européens ont été attribués par Ursula von der Leyen et le fait que le président de la Commission a tenté de nommer des commissaires dont les missions se chevauchent. Cela permet de respecter la représentation nationale sans conférer trop de pouvoir à un candidat individuel.

Cependant, que ce soit Trump ou Harris qui soit élu, la seule stratégie permettant à l'Europe de surmonter sa position de faiblesse actuelle consiste à combler son déficit de souveraineté. Cela nécessitera des alliances et des coopérations extérieures ainsi que le renforcement du marché intérieur. L'Europe ne peut plus compter sur sa protection. L'avenir de l'Europe ne tient qu'à un fil. Les nombreuses crises géopolitiques actuelles - Ukraine, Chine, Moyen-Orient, migration, énergie - sont toutes interconnectées et n'importe laquelle d'entre elles pourrait déclencher un effet domino qui endommagerait et déstabiliserait gravement l'Europe. Même si l'entrée de Kamala Harris ou de M. Trump à la Maison Blanche a son importance, il est évident que l'Europe n'occupe pas une place centrale sur la carte géostratégique des États-Unis, mais qu'elle tire sa pertinence d'intérêts économiques et géopolitiques différenciés. À cet égard, tout en continuant à créer de nouveaux partenariats stratégiques, à diversifier ses relations commerciales et à développer de nouvelles alliances à long terme, l'UE doit agir dans son propre intérêt, en remodelant sa coopération avec les États-Unis dans des domaines stratégiques tels que la sécurité et le développement technologique.

¹⁸ BBC (2024). [Donald Trump affirme que le patron d'Apple l'a appelé pour se plaindre de l'UE.](#)



Les auteurs :

Prof. Dr. Henning Vöpel ,

Président de la Stiftung Ordnungspolitik et directeur du Centre for European Policy Network
voepel@cep.eu

Dr. Eleonora Poli

Chef de bureau, Centro Politiche Europee | Roma
poli@cep.eu

Victor Warhem

Représentant du CEP à Paris
warhem@cep.eu

Traductrice:

Emma Drouet, Chargée de communication au cep
drouet@cep.eu

Centrum für Europäische Politik FREIBURG | BERLIN
Kaiser-Joseph-Straße 266 | D-79098 Freiburg
Schiffbauerdamm 40 Räume 4205/06 | D-10117 Berlin
Tél. + 49 761 38693-0

Centre de Politique Européenne PARIS
17, rue Saint Fiacre | F-75002 Paris
Tél. +33 1 88 80 72 00

Centro Politiche Europee ROMA
Via A. Brunetti, 60 | I-00186 Roma
Tél. +390684388433

Le **Centrum für Europäische Politik** FREIBURG | BERLIN, le **Centre de Politique Européenne** PARIS, et le **Centro Politiche Europee** ROMA forment le **réseau des Centres de Politique Européenne** FREIBURG | BERLIN | PARIS | ROMA.

Exempt d'intérêts particuliers et neutre sur le plan politique, le réseau des Centres for European Policy Network fournit une analyse et une évaluation de la politique de l'Union européenne, dans le but de soutenir l'intégration européenne et de défendre les principes d'un système économique de libre marché.